

M^{gr} Éric de Moulins-Beaufort: «L'Église ne peut pas être une institution qui accepte et tolère que des crimes soient commis en son sein»

Par Jean-Marie Guénois

ENTRETIEN - L'archevêque de Reims et président de la Conférence des Évêques de France détaille les annonces faites ce lundi à Lourdes pour lutter contre les abus sexuels dans l'Église.

Jean-Marie Guénois. - Parleriez-vous d'un tournant historique pour l'Église de France comme le disent d'autres évêques pour ce que vous avez vécu et décidé à Lourdes ?

M^{gr} Éric DE MOULINS-BEAUFORT. - Nous n'avons jamais vécu une situation de ce genre. Nous avons confié en 2018 à Jean-Marc Sauvé, personnalité reconnue, la mission de constituer une commission totalement indépendante : la CIASE. Il s'agissait de réaliser un travail complet pour avoir la vision, la plus ajustée possible, de l'ampleur de ces abus sexuels dans l'Église dont on voyait arriver des cas les uns derrière les autres. Mais jamais nous n'aurions pu imaginer une telle ampleur...

Le 5 octobre, jour de la publication, nous avons alors vécu un changement total de dimension et un très grand bouleversement intérieur... Nous avons alors mieux pris conscience de l'ampleur des souffrances et des vies abîmées et brisées. D'un coup, nous avons quitté notre monde de précautions, de prudences, de conservations pour entrer de plain-pied dans la réalité de ce qui nous était décrit. D'où la vigueur de notre assemblée et de ses décisions.

Qu'avez-vous décidé ?

Avant d'évoquer les mesures je voudrais insister sur le pas décisif que nous avons franchi en reconnaissant la responsabilité institutionnelle de l'Église et notre reconnaissance d'un système ecclésiastique qui n'a pas su

voir, faire attention et accompagner les victimes. D'où la nécessité de la réparation.

Qu'allez-vous faire concrètement sur le plan financier ?

Marie Derain de Vaucresson, juriste et cadre du ministère de la Justice, spécialiste reconnue des droits de l'enfant, a accepté de présider une instance nationale indépendante qui sera chargée de recevoir les demandes et d'attribuer les réparations financières, selon les cas. Elle doit constituer son équipe et démarrer. Nous avons déjà constitué un fond spécial pour financer ces indemnités que nous allons abonder en prenant sur notre patrimoine immobilier et sur nos placements.

Nous n'utiliserons pas les ressources qui ne peuvent servir qu'à la mission mais les réserves que nous avons : nous nous séparons de ce qui était pour nous des réserves de sécurité. Pour commencer, nous souhaitons rassembler vingt millions. Et nous compléterons en fonction des besoins. Nous ne savons pas le montant de la somme qui sera nécessaire. Mais nous arriverons à la réunir dans le fonds de dotation. L'Église sera au rendez-vous.

Allez-vous faire appel aux dons des fidèles pour ce fond ?

L'institution souhaite avant tout prendre en charge elle-même le financement de ces indemnités. Mais si certains fidèles souhaitent aussi donner, cela restera possible.

Avez-vous évalué une moyenne par personne victime ?

En Belgique, cela va de 1500 euros à 25.000 euros avec des situations exceptionnelles qui peuvent justifier des montants supérieurs. Mais c'est l'équipe de Marie Derain qui devra définir ce cadre avec nous et en lien avec ce qui se fait dans la justice française. En tout cas, chaque personne victime sera prise en compte et son traitement sera individualisé.

Quelles autres mesures immédiates avez-vous lancées ?

Pour rendre efficace chacun des domaines dont je vais vous parler, nous avons pris le parti de constituer des équipes de réflexion et de proposition

d'actions, pour garantir et accélérer le traitement des problèmes. La grande nouveauté est que ces cellules d'action seront toutes pilotées par un laïc et composées selon le critère de compétence des personnes qui y travailleront. Un coordinateur laïc lui aussi gèrera le tout.

Il y aura une cellule d'action pour les thèmes suivants : l'évêque et les procédures à suivre pour gérer les cas de prêtres pédocriminels ; le suivi sur un plan national des prêtres incriminés ; la confession et l'accompagnement spirituel ; une gouvernance de nos diocèses plus ouverte aux laïcs ; une gouvernance de la conférence des évêques également en lien avec laïcs ; la prévalence de la violence sexuelle au sein de l'Église ; le contrôle des associations de fidèles ou celles qui se réclament d'un charisme particulier. Il y aura aussi beaucoup de mesures plus techniques comme celle de vérifier systématiquement le dossier pénal de tout agent pastoral, d'imposer au moins une femme dans les conseils pastoraux des séminaires et l'établissement d'un référentiel national de mesures de prévention.

Vous êtes-vous fixé un objectif de calendrier ?

Nous nous donnons 18 mois, même si évidemment certaines mesures sont applicables immédiatement. Au printemps 2023, nous organiserons un grand événement national de type synodal pour rendre compte publiquement de ce que nous aurons effectivement réalisé.

Les associations de victimes seront-elles impliquées dans ce travail ?

Évidemment ! C'est même notre boussole. Tout cela est fait pour les personnes victimes.

Qu'en est-il des protocoles de signalements automatiques avec les autorités judiciaires ?

Nous demandons à tous les diocèses de passer des conventions comme il en existe déjà dans 17 départements.

Y a-t-il des mesures qui ne sont pas de votre ressort ?

Nous ne repoussons aucune des recommandations de la CIASE mais ce qui dépend de l'Église universelle n'est pas de notre ressort. Je pense ici à l'idée d'ordonner des hommes mariés ou à celle d'ordonner des femmes prêtres. Notre Assemblée n'a pas du tout la compétence pour se prononcer sur ces thèmes.

Qu'est-ce qui vous paraît le plus important dans tout ce que vous proposez ?

Deux choses. Premièrement, mettre une protection sans faille de l'enfant au premier plan. Comment l'Église du Christ digne de ce nom pourrait être autrement ? Second aspect : nous avons compris mieux que jamais que nous, évêques, nous Église, avons besoin d'être aidés par les fidèles mais aussi par la société. Nous avons péché par la volonté de traiter ces choses par nous-mêmes en croyant que nous avions en nous-mêmes les ressources pour le faire. Il nous faut accepter ce va-et-vient d'idées, de compétences, entre la société, nous-mêmes et l'Église. L'Église n'a pas à s'occuper de tout. Elle n'en a pas la capacité.

Qui a porté cette rupture cette semaine ?

Nous sommes tous arrivés à Lourdes meurtris. Ensemble nous avons vécu l'abatement en écoutant une nouvelle fois des personnes victimes mais aussi l'espérance en recevant, mercredi, des pauvres de notre société, puis vendredi une centaine de laïcs de tous âges et responsabilités dont nous avons senti l'exigence mais aussi le soutien fraternel.

Et vous ?

Dès le point de départ, je suis arrivé très déterminé et très conscient que nous devons nous débarrasser des précautions du passé. Que tout ce mal commis et subi, exigeait de nous ce changement.

Mais cette évolution est-elle subie par pression extérieure ou librement choisie ?

Nous l'avons d'abord choisie par cohérence avec le rapport de la CIASE que nous avons commandé et voulu. Nous avons voulu cette vérité ! Nous essayons à présent de répondre à cette vérité qu'il nous faut regarder en face. Il est clair que depuis la publication du rapport il y a de très fortes pressions. Les catholiques aussi étaient en colère. **Mais il y a aussi ce que nous évêques, nous portons devant Dieu et soyez certains que c'était la pression la plus forte. Nous ne sommes pas des managers. Nous sommes des évêques de l'Église du Christ. Et cela a beaucoup joué ici, devant la grotte de Massabielle. Ce que nous voulons vivre, c'est la vraie Église du Christ qui ne peut pas être une institution qui se protège. La vraie Église du Christ ne peut pas être une institution qui accepte et tolère des crimes commis en son sein. Non ! Ce n'est plus possible.**

Il y a déjà eu lors d'assemblées précédentes à Lourdes des annonces fortes, des décisions contre la pédophilie et puis... rien. Pourquoi cette fois serait la bonne ?

Nous avons vécu une heure de vérité comme jamais entre nous et avec les laïcs. Notre plan d'action n'est pas clérical mais synodal. C'est avec les prêtres mais aussi les laïcs que nous nous engageons. Eux ne nous ne lâcheront pas et ne toléreront pas que nous nous endormions sur le chemin de ces réformes. Nous avons là une garantie.

Croyez-vous que ces annonces puissent rétablir la crédibilité de l'Église à l'extérieur de son cercle ?

Il faudra du temps mais est-ce un objectif ? La question n'est pas celle de l'image de l'Église et de sa crédibilité. **Mon seul objectif est de restaurer la possibilité pour les gens de rencontrer le Christ... L'Église, en tant que telle n'est pas mon souci. Mon souci, c'est ce qui est blessé, c'est l'image que les gens peuvent avoir du Christ parce que des ministres du Christ ont été des porteurs de mort ! L'enjeu de demain c'est que les hommes et les femmes autour de nous puissent de nouveau rencontrer le Christ. Ce qui compte n'est pas l'Église, c'est le Christ.**

Mais jusqu'à quel prix ?

Nous voulons qu'aucune personne victime ne soit laissée ou oubliée. C'est notre engagement. Nous avons la foi et nous devons avancer sans nous inquiéter. Il y aura un mouvement d'abaissement, d'appauvrissement, nous devons certainement quitter des choses. Cet appauvrissement et abaissement nous y consentons de bon cœur ! Ce qui compte pour nous, c'est d'être des disciples du Christ, ce n'est pas d'être des gardiens de l'Église.

N'est-ce pas une perte de souveraineté, donc de liberté pour l'Église ?

J'espère surtout qu'elle va gagner en liberté spirituelle. C'est ce que nous espérons tous et Saint Paul nous l'a dit cent fois dans ses épîtres. Sauf que nous avons dû comprendre que nous avons laissé prospérer un système qui n'était plus fidèle au Christ Jésus. Cette branche malsaine, il fallait la couper. Vous savez, il y a quelque chose qui n'allait pas. Beaucoup d'entre nous ont du mal à dormir la nuit. Il était temps de changer de cap et de redresser la barre. Nous repartons chargés de cette responsabilité dans nos diocèses mais libérés.

Vous avez insisté sur la dimension spirituelle de ce retournement comment pourriez-vous traduire cela pour ceux qui ne croient pas et qui peuvent y voir une simple tactique ?

Nous avons vraiment compris qu'en ne mettant pas au cœur de nos préoccupations, la personne victime, nous passions à côté du Christ. C'est aussi radical que cela.

Comme homme de Dieu, vous fixez-vous une obligation de résultat ?

Nous nous donnons rendez-vous au printemps 2023 pour un bilan public de cette lutte contre la pédocriminalité ecclésiale. Notre obligation est de travailler de toutes nos forces pour qu'il y ait effectivement des résultats très tangibles.